

Une croissance économique sélective et temporaire

La croissance est un principe naturel inscrit dans tous les organismes vivants. Trois phases se succèdent au niveau biologique: la croissance, la maturité et le déclin. La première n'a donc qu'une place limitée au sein d'un cycle de vie. La nature est sélective – que ce soit dans l'espace ou dans le temps – dans ce qu'elle laisse se développer. Une croissance de tout, tout le temps, est un mirage théorique. Pourtant, c'est ce que de nombreux décideurs politiques et d'économistes continuent de souhaiter. L'objectif de cet article est de comprendre pourquoi il en est ainsi et de proposer brièvement quelques pistes essentielles pour changer de logique, sans pour autant devoir renoncer à la croissance en tant que principe.



Nos économies modernes sont intégralement basées sur le recyclage ininterrompu des crédits bancaires. Ce système s'accompagne donc d'un pari continu sur une croissance future.

Photo: Keystone

Le principe de croissance doit s'appliquer de façon sélective et se limiter dans le temps. Cette condition est nécessaire si on veut l'aborder à travers le prisme de la raison et non de l'idéologie.

La monnaie et le crédit

Si l'on désire comprendre l'importance de la croissance économique, mais aussi ses limites, on doit saisir le lien qui l'unit à la monnaie et au crédit. Pour dire les choses de

façon ramassée, nos économies modernes sont intégralement basées sur le *recyclage ininterrompu des crédits bancaires*, dont le corollaire est la création monétaire. Les secteurs public et privé s'endettent envers les banques commerciales, tandis que ces dernières en font autant auprès de la banque centrale. Chaque banque commerciale prête, sous forme de *monnaie de dette portant intérêts*, un multiple de la «monnaie de base» qui lui est prêtée par la banque centrale et qu'elle est tenue d'utiliser dans tous ses paiements. Cette activité de prêt des banques commerciales est le moyen que nos économies modernes ont choisi pour émettre – selon les pays – jusqu'à 97% de l'argent en circulation, sous forme de monnaie scripturale. Celle-ci circule par virements entre les agents économiques non bancaires.

Ce système est *un pari continu sur une croissance future*, car c'est elle qui permet de rembourser les emprunts effectués (principal et intérêts) et rend possible la vie quotidienne. Le premier – et parfois le seul – critère d'attribution d'un crédit est



Pr Christian Arnsperger
Professeur à l'université de Lausanne, conseiller scientifique à la Banque alternative suisse

la rentabilité financière maximale de la banque: autrement dit, la croissance future du chiffre d'affaires de l'entreprise bénéficiaire doit lui permettre de rembourser l'intégralité de l'emprunt effectué, y compris les intérêts. S'il y a de l'argent en circulation dans notre économie, c'est seulement parce que suffisamment de banques s'attendent, année après année, à ce qu'un nombre satisfaisant de débiteurs soient capables de rembourser plus que leur emprunt. Il existe donc un lien direct entre la création monétaire des banques et la croissance nominale des entreprises. Les salaires, les revenus sociaux et les bénéfices qui facilitent la vie quotidienne en permettant de tout acheter – y compris des services médicaux, des maisons et des actions en Bourse – sont, littéralement, des crédits bancaires recyclés. Or, un tel renouvellement n'est possible que si les intérêts sur les dettes sont remboursés, donc si les activités des débiteurs continuent de croître régulièrement.

La sélectivité

Au sein d'une telle logique, rien n'empêcherait a priori les banques d'être hautement sélectives. Elles pourraient choisir les entreprises et les branches auxquelles les crédits seraient octroyés ainsi que la durée de remboursement, afin que la croissance générée corresponde aux besoins de la collectivité. Les décideurs publics – villes, cantons, régions, États, organismes supra- et internationaux – pourraient, en outre, édicter des priorités et des critères clairs et contraignants concernant l'orientation à donner à la croissance économique. En effet, si un «cycle crédit – endettement – croissance» existe bel et bien, rien ne dit qu'il doive porter sur toutes les activités sans distinction ni discrimination. Ce qui doit croître dans une économie, de combien et pour combien de temps, avant de stagner puis de décliner, est affaire de choix collectif.

Le mécanisme de création monétaire par dette bancaire portant intérêt est à la fois utile et dangereux. Il est utile parce qu'il permet aux banques d'être des *accompagnatrices de la croissance là où elles la jugent la plus lucrative*. Il est dangereux parce qu'une fois la «spirale de croissance» enclenchée, quelle que soit la branche ou l'entreprise, *une certaine inertie s'installe*: la banque et son débiteur ont en effet intérêt à ce que ce dernier poursuive ses activités et même les développe. On ne saurait donc sous-estimer l'importance de la création monétaire (par l'intermédiaire du crédit bancaire) dans l'orientation et la nature de la croissance.

Des prêts liés au ratio rentabilité/risque

Actuellement, il n'existe pour ainsi dire aucune sélectivité dans l'orientation du crédit bancaire, et donc de la croissance économique. Le principal critère est plutôt celui de la *rentabilité des projets entrepreneuriaux relativement au risque qu'ils impliquent*. La maximisation des profits n'est, cependant, pas seule en jeu. Le secteur est soumis à des règles prudentielles nationales et internationales dont le but est de sauvegarder la stabilité du système bancaire. Ces règles spécifient des plafonds de prise de risque et des seuils minimaux de liquidité; elles encadrent donc déjà le type de croissance qu'une banque est autorisée à accompagner.

Néanmoins, ces restrictions prudentielles, aussi significatives soient-elles pour la rentabilité des banques (raison pour laquelle elles font l'objet d'un lobbying intense), ne dessinent guère de «paysage macroéconomique» très défini ou très sélectif. De facto, dans notre logique actuelle de création monétaire, *les activités jugées dignes de recevoir des crédits bancaires, et donc de croître pour une durée absolument indéfinie, sont toutes celles qui promettent des bénéfices suffisants, donc une demande suffisamment solvable et lucrative pour que les crédits en question puissent être remboursés et renouvelés*. De ce point de vue, la seule limite à la croissance d'une entreprise ou d'une branche reste la durée de sa rentabilité par rapport aux risques encourus. Implicitement, on suppose que tant que l'entreprise répond à la demande des consommateurs et que cette dernière est suffisante, la rentabilité maximale (sous contrainte de gestion optimale des risques) du secteur bancaire est assurée.

Une croissance qui s'autoalimente

L'existence d'une demande solvable dépend, toutefois, de la capacité des consommateurs à financer leurs achats par leurs revenus (travail, rémunération du capital, allocations sociales) et les crédits à la consommation. Ces mêmes revenus ne sont disponibles en flux réguliers que si *l'économie dans son ensemble, sans distinction ni discrimination sélective, croît à un rythme suffisant*. Il importe en effet que les entreprises et les États puissent continuer à rémunérer le plus grand nombre possible d'individus. Toutes les activités économiques actuelles et futures dépendent de la disponibilité de liquidités monétaires, donc d'un flux suffisant de crédits, basé sur des prévisions fiables en matière de croissance. Comme l'ensemble de l'économie est impliqué, le principal indicateur de prospérité collective reste le produit intérieur brut (PIB), une grandeur macroéconomique non sélective.

Un PIB croissant, voire en accélération, rend les *choix politiques* indolores et même agréables: les recettes fiscales et les revenus après impôts peuvent augmenter de concert, tandis que les arbitrages deviennent superflus. Tout le monde y gagne, car si les uns obtiennent davantage, ce n'est pas au détriment des autres. Les consensus sont plus faciles à trouver et la concertation sociale s'apaise. Tout repose actuellement sur l'hypothèse implicite d'un accroissement continu de la valeur ajoutée à répartir entre rémunération du travail et du capital. Les désaccords profonds et structurels entre syndicats et organisations patronales concernant la *clé de répartition* à privilégier n'empêchent pas un large consensus sur le caractère nécessaire et désirable de la croissance. En effet, des revenus primaires sans cesse croissants permettent notamment de maintenir, voire d'accroître, la masse fiscale et le montant des revenus secondaires issus de la redistribution.

La croissance continue à un prix

Le secteur bancaire n'est durablement profitable que si de nouveaux crédits succèdent sans cesse à ceux qui sont remboursés. Si trop de débiteurs défont en même temps, le PIB peut se figer et même régresser, comme ce fut le cas entre 2007 et 2009. Les banques sont dès lors moins à même d'accorder de nouveaux crédits, tandis que les entreprises doivent freiner leurs investissements et que l'innovation ralentit. La capacité des sociétés à embaucher et à payer des impôts se réduit, ce qui, en retour, se répercute sur la progression des revenus, donc sur la consommation et l'épargne.

Cette interdépendance des acteurs économiques mue la croissance en un impératif politique. Toutes les activités sans distinction doivent en profiter, car chacune d'elles conditionne les revenus du travail et du capital, de même que les recettes fiscales. Ces dernières renforcent le pouvoir d'achat des ménages, puisqu'une partie d'entre elles sont redistribuées. Ce sont surtout les plus endettés qui profitent de ce surcroît de solvabilité. On évite ainsi à un système qui fonctionne suivant le principe de l'inertie évoqué plus haut de se gripper ou même de s'effondrer. La croissance du PIB est, dès lors, une obligation systémique dans des macroéconomies comme les nôtres. Nous sommes bel et bien dans un système de «croissance à tout prix».

Un rapport bonheur/coût marginaux disproportionné

Ceci pose aujourd'hui des problèmes humains, sociaux et environnementaux,

étayés par des faits empiriques difficilement contestables. Comme le montrent de nombreuses études sociopsychologiques, l'obligation de croître, que nous avons inscrite dans notre système, ne se traduit pas par une augmentation du bonheur humain. Au-delà d'un certain seuil de richesse matérielle relativement bas, les surcroûts de bonheur deviennent négligeables par rapport aux coûts engendrés:

1. Les *coûts humains* proviennent de la course à la compétitivité et à la productivité, les entreprises étant perpétuellement en quête de disponibilités pour rembourser leurs crédits. Cela engendre du surmenage chez ceux qui ont un emploi et de la frustration chez les chômeurs, malgré un PIB croissant.
2. Les *coûts sociétaux et environnementaux* proviennent de l'extraction et de la consommation sans cesse croissantes de ressources naturelles. Même si leur efficacité s'améliore continuellement, des phénomènes de *raréfaction écologique* de plus en plus préoccupants apparaissent. Le fameux «découplage» entre la production de biens et de services et la consommation de ressources n'est, au mieux, que relatif. Il ne permet pas de protéger à long terme la biosphère dont toute vie humaine dépend. Une croissance «verte» non sélective et non limitée dans le temps peut, certes, retarder les échéances. Elle rencontrera toutefois les mêmes difficultés que la croissance actuelle, quand la population mondiale aura suffisamment crû et aura encore davantage épuisé – fût-ce de façon plus efficace – les ressources et pollué – fût-ce de façon plus «propre» – les sols et l'air.

Domestiquer la croissance

Les analyses ci-dessus pointent vers certaines pistes de réflexion. Tout d'abord, il faudrait rendre les banques nettement plus sélectives dans leurs critères d'octroi de crédits. Ceci impliquerait de modifier leurs modèles d'affaires et de les rapprocher de ce que pratiquent déjà les banques sociales et durables, telle la Banque alternative suisse.

Décideurs publics et régulateurs devraient édicter des priorités et des critères clairs et contraignants concernant l'orientation qualitative à donner à la croissance économique. Les banques pourraient alors orienter le crédit, donc la croissance, vers les secteurs qui privilégient la qualité plutôt que la quantité, sans toutefois les obliger à croître plus longtemps que ce que permettent les limites naturelles et humaines.

Pour que ces secteurs croissent jusqu'à maturité en vendant suffisamment, il faudrait que les revenus primaires soient en partie découplés du travail et du capital. Cela pourrait, grosso modo, se faire de deux manières:

- soit par un revenu inconditionnel distribué annuellement à travers une émission monétaire publique limitée à cet effet et exempte de charges d'intérêt;
- ou bien par des monnaies complémentaires émises selon une logique de «crédit mutuel» sans intérêts, au cours même des transactions entre entreprises et individus, et non selon la logique habituelle du crédit bancaire portant intérêt.

Enfin, une culture de la «suffisance» devrait se diffuser davantage dans nos programmes d'enseignement et dans nos valeurs éducatives. Cela permettrait aux banques, aux entreprises et à la population de se satisfaire de niveaux de profit et de consommation plus faibles qu'actuellement. On pourrait éventuellement envisager une réduction de la durée légale du travail, combinée à un plafonnement de la productivité.

Concilier croissance et finitude

C'est seulement en prenant en compte ce qui précède que la croissance comme principe raisonné – autrement dit sélectif et limité dans le temps au plan microéconomique – pourra coexister avec une société consciente, au plan macroéconomique, des limites naturelles et humaines. La croissance n'est pas mauvaise en elle-même, mais elle peut le devenir si, comme c'est le cas dans la logique actuelle d'endettement perpétuel et d'obligation de croissance indéfinie, on fait d'elle l'unique fin du système économique.

À défaut, nous pouvons poursuivre aveuglément le projet actuel d'une croissance non sélective et ininterrompue jusqu'à ce que les limites naturelles et humaines deviennent réellement problématiques et peut-être même périlleuses – notamment à travers des bulles de prix d'actifs toujours plus fréquentes. Nous serons alors d'urgence obligés de rendre notre croissance d'autant plus sélective au niveau microéconomique que la non-croissance macroéconomique et planétaire deviendra impérative. Ne vaut-il pas mieux prendre des mesures de transition avant qu'un tel seuil d'urgence ne soit atteint? ■

Encadré 1

Bibliographie sélective

- Ayres Robert, *The Bubble Economy: Is Sustainable Growth Possible?*, Cambridge, 2014, MIT Press.
- Binswanger Hans Christoph, *Die Wachstumsspirale: Geld, Energie und Imagination in der Dynamik des Marktprozesses*, Marburg, 2006, Metropolis.
- Ekins Paul, *Economic Growth and Environmental Sustainability: The Prospects of Green Growth*, Londres, 2000, Routledge.
- Friedman Benjamin, *The Moral Consequences of Economic Growth*, New York, 2005, Knopf.
- Gadrey Jean, *Adieu à la croissance: Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, 2010, Les Petits Matins.
- Heinberg Richard, *The End of Growth: Adapting to Our New Economic Reality*, Gabriola Island, 2011, New Society Publishers.
- Helpman Elhanan, *The Mystery of Economic Growth*, Cambridge, 2004, Harvard University Press.
- Jackson Tim, *Prosperity Without Growth: Economics for a Finite Planet*, Londres, 2009, Routledge.
- Banque mondiale, *Inclusive Green Growth: The Pathway to Sustainable Development*, Washington, D.C., 2012.